



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes relative à l'analyse des marchés des services de capacités

Réponse du Groupe France Telecom

16 février 2010 – 17 mars 2010

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-projdec-sercap-160210.pdf



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes relative à l'analyse des marchés des services de capacités

Réponse de France Telecom

16 février 2010 – 17 mars 2010

Synthèse

Les remarques présentées par France Télécom sur le projet de décision soumis à consultation publique se concentrent sur les éléments de préoccupation majeurs résultant de l'introduction d'éléments nouveaux dans le projet de décision et qui ne résultent pas des consultations conduites dans le processus d'analyse de marché engagé depuis avril 2009.

France Télécom ne reprend pas en effet dans cette seconde réponse l'intégralité des éléments d'analyse relatifs à la définition du marché ou à la réalité de la situation concurrentielle sur les marchés de détail et de gros, déjà exposés dans sa précédente réponse.

France Télécom se félicite à cet égard de la prise en compte des observations formulées par l'Autorité de concurrence dans son avis du 30 octobre 2009, relativement à la nécessité d'apprécier de manière différente le pouvoir de marché de France Télécom entre la partie sous-marine et la partie terrestre. Ainsi, sur le marché de gros des prestations de segment interurbain métropole-Réunion, métropole-Guyane et Martinique-Guyane, le projet de décision reconnaît que l'influence significative de France Télécom ne s'exerce qu'au titre du monopole sur l'atterrissement et sur le complément terrestre des câbles sous-marins et non sur la partie sous-marine elle-même.

France Télécom observe cependant que l'offre passive de « déport optique » (fibre noire) qu'elle propose de façon commerciale à la Réunion, en Guyane et à la Martinique lorsque les conditions de faisabilité sont réunies, afin de permettre aux opérateurs de prendre livraison de leur trafic au plus près de la tête de câble, ne relève pas du périmètre analysé par le projet de Décision, qui exclut les offres passives des marchés pertinents de détail et de gros¹. En conséquence, il ne saurait être introduit, comme le propose de façon nouvelle la troisième version de ce document d'analyse des marchés des services de capacité, une obligation de fourniture de ces offres passives de déport optique dans un cadre régulé.

Le projet de Décision introduit d'autres éléments nouveaux plus substantiels.

¹ Exclusion des offres physiques passives des marchés, page 21 et page 25.



Il s'agit tout d'abord de l'extension de l'obligation d'agrégation des protocoles relatifs aux offres sur mesure (OSM) proposées par France Télécom sur le marché de détail « indépendamment de leur montant », alors que les documents de consultation précédents envisageaient la mise en œuvre de cette obligation pour les contrats d'un montant total supérieur à 100 000 euros.

France Télécom souhaite rappeler en premier lieu à quel point cette obligation, applicable aux contrats d'un montant total supérieur à 100 000 euros, venant s'ajouter à l'obligation de séparation comptable d'ores et déjà en vigueur pour l'ensemble du marché des services de capacité, lui paraît incompatible avec les conclusions de l'analyse de marché relative à la levée de la régulation de détail.

Comme France Télécom a déjà pu l'indiquer, l'adoption de remèdes sur le marché de détail ne peut résulter que de l'analyse directe de ce marché aux termes des dispositions de l'article L38-1 du code des postes et communications électroniques et doit demeurer strictement proportionnée à la réalisation des objectifs de la régulation.

Dès lors qu'aucun obstacle n'est identifié sur le marché de détail, tout remède imposé sur le marché de détail méconnaît par principe la nécessaire proportionnalité imposée tant par les textes communautaires que nationaux.

France Télécom ne peut que relever que le code des postes et communications électroniques prévoit que toute obligation doit être établie sur le marché de détail en tenant compte de la nature des obstacles au développement d'une concurrence effective sur ce marché.

Or un tel préalable est de toute évidence méconnu à double titre puisqu'aucun obstacle n'a été identifié sur le marché de détail considéré, de même qu'aucune motivation précise ne permet de justifier une évolution des obligations en la matière.

L'obligation d'agrégation des protocoles relatifs à l'ensemble des OSM de détail de services de capacité serait en outre très complexe à mettre en œuvre en pratique. En effet, l'obligation de restitution comptable au titre de la séparation comptable échappe complètement aux règles présidant à l'élaboration des modèles de séparation comptable d'ores et déjà en vigueur.

France Télécom ne peut comprendre l'extension de cette obligation de restitution apparue dans le projet de décision en dehors de tout processus apparent d'analyse et de toute justification. Cette extension de l'obligation d'agrégation des protocoles, à l'ensemble des OSM quelque soit leur montant, est en effet manifestement disproportionnée au regard des objectifs poursuivis par la régulation, et des contraintes supplémentaires de recueil et de consolidation des données, qui en découlent.

Le second point de préoccupation porte sur l'extension de la définition du marché de gros du segment terminal « aux éléments de réseau pour compléter le réseau dorsal des opérateurs » et à l'imposition d'une obligation de fourniture de « briques de base » incorporant les caractéristiques techniques et commerciales nécessaires pour concurrencer les offres spécifiques faites par France Télécom à ces opérateurs pour leurs besoins de constitution de réseau dorsal.

Cette définition large et extensive du segment terminal de gros, venant compléter la définition initiale calquée sur le marché des services de détail, conduit à inclure artificiellement le marché concurrentiel du segment interurbain intraterritorial dans le segment terminal des services de capacité.

Or, l'introduction de remèdes sur le réseau dorsal exigerait au préalable qu'une analyse de marché appropriée soit conduite et que le rétablissement du marché interurbain intraterritorial dans la liste des marchés pertinents soumis à régulation soit justifié.



Tel n'étant pas le cas, le projet de décision dépasse le périmètre du marché analysé, privant de facto le remède proposé des bases juridiques prévues par les processus d'analyse de marché.

Le troisième point de préoccupation est relatif aux obligations d'offres de gros pour la desserte des antennes des opérateurs mobiles et à l'introduction de remèdes ne relevant pas du marché pertinent des services de capacité mais du marché de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire ou du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau régional.

France Télécom rappelle qu'elle a proposé dès l'origine à tous les opérateurs mobiles une offre dite Aircom pour leurs besoins de raccordement d'antennes mobiles. Cette offre est proposée dans des conditions rigoureusement non discriminatoires. Cependant, alors qu'Orange France utilise Aircom pour la totalité de ses besoins, les autres opérateurs mobiles utilisent majoritairement (à plus de [...] d'après nos estimations) des faisceaux hertziens qu'ils mettent en œuvre et exploitent eux-mêmes pour le raccordement de leurs antennes mobiles à leurs nœuds de réseau et n'utilisent Aircom qu'en complément de couverture.

France Télécom rappelle aussi que toute imposition de remède doit respecter les procédures fixées par le droit communautaire en apportant notamment les preuves que le marché concerné remplit les « trois critères ».

Or, dans le contexte propre à l'analyse des marchés des services de capacité, France Télécom observe qu'une telle analyse propre à ces critères n'est conduite à aucun moment s'agissant du marché du raccordement des antennes des opérateurs mobiles.

De plus, le projet de décision propose d'étendre les remèdes imposés à des obligations qui ne relèvent pas du marché des services de capacité, mais du marché de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire ou du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau régional, dont les processus et briques de base, conçus pour des marchés de masse, ne sont ni conçus pour les antennes mobiles, ni adaptés à leur raccordement.

Comme précédemment, en imposant des obligations ne relevant pas du marché pertinent analysé, le projet de décision prive les remèdes imposés des bases juridiques prévues par les processus d'analyse de marché

Au-delà des ces trois points majeurs, France Télécom souhaite rappeler le fait qu'il n'existe en France aucune barrière à l'entrée sur le marché de gros du segment terminal compte-tenu de la gamme des offres de gros proposées.

Ainsi, s'agissant des offres sur support cuivre, dans la mesure où l'analyse des barrières à l'entrée sur un marché doit tenir compte des offres de gros proposées sur les autres marchés (au cas présent, les marchés 4 et 5), et où un marché intermédiaire dynamique s'est développé, France Télécom ne peut comprendre que le projet de décision n'intègre pas cet état de fait, et soutienne au contraire (p 42) une affirmation manifestement erronée :

« Pour l'ensemble des offres sur cuivre, France Télécom est le seul opérateur à même de fournir ces prestations. Ainsi France Télécom dispose d'une part de marché supérieure à 99% sur ce segment du marché de gros des prestations du segment terminal ».

S'agissant des services sur support fibre, pour les débits jusqu'à 100 Mbit/s, l'Autorité constate elle-même une part de marché de 50% pour France Télécom sur le segment terminal des prestations de gros. Ce constat témoigne d'une absence de barrière à l'entrée sur ce marché, constatation appuyée par l'évolution constante du déploiement en fibre des réseaux de deux opérateurs alternatifs au moins. L'offre de génie civil pour le raccordement des immeubles d'affaires en cours d'expérimentation contribuera de plus à rendre encore plus fluide l'accès aux conduites de France Télécom. Enfin, l'existence de l'offre de gros CE2O autorise un recours



opportuniste à France Télécom pour des extensions fibre, 70% des sites raccordés en CE2O étant non fibrés préalablement à ce raccordement.

Pour les débits plus importants, au-delà de 100 Mbit/s, la partie «Bilan et Perspectives » de la consultation publique relative à l'analyse des marchés de services de capacité d'avril 2009 note justement :²

« pour les débits plus importants, au delà de 100 Mbit/s, l'Autorité maintient son analyse comme quoi, sur ce segment de marché, les opérateurs alternatifs sont en mesure de déployer leurs propres infrastructures de boucle locale optique en vue de raccorder les sites entreprises correspondants. Cette analyse est d'autant plus fondée que les offres de gros d'accès au génie civil permettant aux opérateurs alternatifs d'accéder aux fourreaux de France Télécom pour leurs propres déploiements sont en passe d'évoluer en vue de se rapprocher de l'offre de gros d'accès au génie civil pour le déploiement de réseaux Fttx. En outre, la mise en œuvre d'une régulation des accès de gros sur le segment au delà de 100 Mbit/s pourrait fragiliser les investissements réalisés par les opérateurs en termes d'infrastructures alternatives. »

Le marché de gros de segment terminal ne présente donc aucune barrière à l'entrée.

Enfin, s'agissant de l'ensemble minimal des liaisons louées, le marché de détail des liaisons louées, incluant l'ensemble minimal, n'étant plus considéré comme pertinent pour la régulation sectorielle, les conditions de fourniture des liaisons louées ne s'inscrivent donc plus dans le contexte de l'article D. 369 et suivants du Code des postes et communications, relatifs aux opérateurs exerçant une influence significative, mais uniquement, pour celles des liaisons visées par ce texte, dans celui de l'arrêté du 1er décembre 2009 portant désignation de l'opérateur chargé de fournir la composante du service universel.

France Télécom fournira dans ce cadre, jusqu'à fin 2012, conformément aux dispositions prévues par cet arrêté, les liaisons louées analogiques 2 fils et 4 fils et les liaisons louées numériques à 64 Kbit/s et 2048 kbit/s non structurées visées par l'arrêté.

² Page 24



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes relative à l'analyse des marchés des services de capacités

Remarques de France Télécom

Les présentes remarques se concentrent sur les éléments de préoccupation majeurs résultant de l'introduction d'éléments nouveaux dans le projet de décision et qui ne résultent pas des consultations conduites dans le processus d'analyse de marché engagé depuis avril 2009.

France Télécom ne reprend pas en effet dans cette seconde réponse l'intégralité des éléments d'analyse relatifs à la définition du marché ou à la réalité de la situation concurrentielle sur les marchés de détail et de gros, déjà exposés dans sa précédente réponse.

Obligation d'agrégation des protocoles pour les offres sur mesure « quelque soit leur montant »

Le projet de décision tient compte de l'Avis formulé par l'Autorité de Concurrence³ selon lequel « une transmission huit jours avant la remise de l'offre paraît disproportionnée par rapport aux objectifs poursuivis par la régulation », la transmission des protocoles relatifs aux offres sur mesure de plus de 100 000 euros H.T. devant désormais s'effectuer chaque trimestre.

Cependant, et alors même que la consultation précédente a été effectuée et les avis recueillis, le projet de décision alourdit à nouveau la formulation de l'obligation relative aux offres sur mesure, sans aucune analyse témoignant du caractère justifié, proportionné et approprié d'un tel élargissement.

En effet, l'obligation d'agrégation des protocoles, qui s'ajoute à l'obligation déjà existante de séparation comptable sur l'ensemble du marché des services de capacité, **est étendue de l'ensemble des contrats supérieurs à 100 000 euros à la totalité des offres sur mesure, indépendamment de leur montant.**

France Télécom s'interroge dès lors sur la finalité des consultations conduites par l'Autorité en vue, notamment, de définir un seuil pertinent.

France Télécom rappelle que le code des postes et communications électroniques prévoit que toute obligation doit être établie sur le marché de détail en tenant compte de la nature des obstacles au développement d'une concurrence effective sur ce marché.

Or un tel préalable est de toute évidence méconnu à double titre puisqu'aucun obstacle n'a été identifié sur le marché de détail considéré, de même qu'aucune motivation précise ne permet de justifier une évolution des obligations en la matière.

France Télécom rappelle en outre qu'elle est déjà soumise à une obligation de comptabilisation des coûts et de séparation comptable des services et activités incluses dans le marché des services de capacité.

³ Avis n° 09-A-53 du 30 octobre 2009, article 50.



Cette obligation de séparation comptable permet de vérifier que, dans la commercialisation de ses offres de gros, France Télécom ne favorise pas ses propres activités de détail par rapport aux conditions faites aux opérateurs concurrents sur ce marché.

France Télécom produit ainsi, conformément à la décision n° 06-1007 en date du 7 décembre 2006, un compte de séparation comptable pour le marché des services de capacité, appuyé sur la formalisation de six protocoles de séparation comptable, qui décrivent les conditions dans lesquelles elle utilise pour ses propres besoins ses offres de gros.

Ce compte de séparation comptable comptabilise déjà la totalité du chiffre d'affaires des offres de détail en amont des offres de gros régulées du marché des services de capacité ; pour les coûts, les unités d'œuvre vendues sont valorisées sur la base des tarifs de gros plus les coûts propres, joints et communs. Ce compte est publié.

Si l'Autorité souhaite vérifier que l'activité aval de France Télécom ne s'approvisionne pas dans des conditions plus favorables que ses concurrents sur le marché de gros, elle peut donc d'ores et déjà le faire via le compte de séparation comptable portant sur le marché des services de capacité.

Quant à l'agrégation des protocoles pour les OSM transmises à l'Autorité, elle ne pourra qu'être effectuée hors modèle de séparation comptable : en effet, même si quelques OSM sont bien référencées en tant que telles dans le système d'information, elles ne sont pas toutes reconnues comme « OSM » et le modèle de séparation comptable qui s'alimente entièrement de données figurant dans un système d'information de France Télécom, ne pourra en aucun cas en assurer une agrégation exhaustive et fiable.

Or force est de constater que la décision n°2009-10 70 de l'Autorité en date du 31 mars 2009, sur la conformité du système de comptabilisation des coûts et des comptes séparés de France Télécom dans le cadre de ses obligations réglementaires comptables souligne que ces obligations sont déterminées sur le fondement des dispositions des articles L38, I 5°, et L38-1, I 3°.

Il ressort de ce constat que les exercices de restitution comptable ne peuvent donc être imposés que de manière uniforme au titre de l'obligation de séparation comptable, et non au titre d'une obligation ad hoc de restitution des comptes qui viendrait s'ajouter selon d'autres formes au dispositif prévu normalement pour l'obligation réglementaire de séparation comptable.

L'obligation de restitution comptable imposée pour les OSM de détail au titre de la séparation comptable échappe complètement aux règles présidant à l'élaboration des modèles de séparation comptable, qui retracent la totalité des ventes de détail et des achats de gros réalisée pendant l'année sur l'ensemble du marché pertinent pour l'ensemble des unités d'œuvre, mais ne sauraient prévoir une reventilation sur un sous-périmètre d'offres sur mesure.

En effet, le modèle de séparation comptable s'appuie, pour chaque produit, sur des moyennes significatives d'échantillons pour la consommation d'éléments techniques de ces produits. Isoler chaque OSM dans ce modèle impliquerait non seulement un travail opérationnel très lourd mais conduirait aussi à une perte de sens du modèle lui-même. Un modèle conçu pour refléter toute l'activité de France Télécom présente de toute évidence le risque de contenir des données non significatives à l'échelle d'un élément isolé.

En outre, les calculs de la séparation comptable établissent des comptes portant sur l'ensemble du parc des offres en service durant l'année considérée, issu de l'historique cumulé des ventes passées. Les comptes ne portent donc pas seulement sur les offres en vente pendant la période modélisée mais sur toutes les offres en service, et ne permettent pas de cibler les offres sur mesures signées durant l'année, encore moins de cibler une offre sur mesure spécifique.

L'obligation relative aux OSM se traduira donc par une restitution hors modèle, surajoutée aux modélisations en vigueur et qui n'en respectent pas les principes d'établissement, la finalité des



restitutions comptables au titre de la séparation comptable et des comptes qui seront produits au titre la surveillance des OSM étant très différente.

L'objet de l'obligation de séparation comptable est en effet de simuler le comportement des différentes parties de l'entreprise comme si elles avaient fonctionné en qualité d'entreprises distinctes. L'entité de détail de France Télécom doit recourir aux offres disponibles auprès de l'entité de gros dans les mêmes conditions que le ferait un opérateur alternatif. Ainsi, les comptes de détail issus de la séparation comptable permettent de vérifier l'application non discriminatoire des tarifs de gros pour l'accès aux ressources régulées indispensables à la production de ces services de détail.

Dans ce contexte, la séparation comptable permet la vérification de la non-discrimination à l'échelle de l'ensemble d'un marché, selon une découpe pertinente de l'entreprise en marchés, et n'a ni vocation, ni la possibilité de mesurer l'espace économique à l'échelle d'une offre sur mesure individuelle.

Ainsi, la séparation comptable a pour finalité de mieux appréhender la régulation des marchés de gros.

La finalité de la mesure proposée par l'Autorité de régulation relative aux OSM de services de capacité est d'un tout autre ordre : elle vise en réalité; par son caractère systématique; à instruire chaque dossier comme potentiellement porteur d'une pratique illégitime sur le plan concurrentiel.

La démarche de l'Arcep consiste donc à considérer que :

1. toute OSM effectuée par France Télécom sur le marché de détail des services de capacités serait potentiellement non respectueuse des règles de concurrence,
2. les opérateurs concurrents ne seraient pas en mesure de saisir eux-mêmes l'Autorité de la Concurrence de potentiels dommages sur leur marché, le cas échéant, ou que l'Autorité de la Concurrence ne disposerait pas des outils lui permettant d'assurer ex post le respect des règles de concurrence ;
3. il est donc nécessaire de pré instruire chaque offre sur mesure de France Télécom au titre de son caractère potentiellement «dommageable » pour les tiers, France Télécom doit supporter le poids administratif et opérationnel d'une justification systématique de ses offres, en l'absence de toute mise en cause sur un marché de détail pourtant réputé non régulable et donc concurrentiel.

L'Autorité de la Concurrence note à juste titre que la régulation dans le secteur des communications électroniques relève du régime de l'exception par rapport au droit commun de la concurrence. Elle approuve donc la levée de la régulation sur le marché de détail des services de capacité. Cette levée de la régulation est justifiée par une évolution constatée vers une concurrence effective.

« L'Autorité considère que les concurrents de France Télécom sont désormais, par le déploiement d'infrastructures en propre et l'utilisation des offres de gros sous le contrôle de l'ARCEP, en mesure de concurrencer France Télécom dans des conditions satisfaisantes. Cette évolution vers une situation de concurrence effective sur le marché de détail est susceptible de justifier à elle seule la suppression du marché de détail de la liste des marchés régulables. »⁴

Dans ce contexte, il n'apparaît pas légitime de faire peser des contraintes opérationnelles lourdes (recueil, consolidation, transmission de données, transmission de descriptifs technique et tarifaire) sur France Télécom, sauf à faire peser une suspicion permanente sur ses offres de détail. qui place *de facto* France Télécom dans un cadre implicite d'analyse de ses pratiques en dehors de tout cadre contentieux, et des garanties de respect du contradictoire prévues par les textes en la matière.



Un tel dispositif détourne la finalité de la séparation comptable. Ce dispositif a aussi un coût de mise en œuvre paradoxalement plus lourd pour France Télécom que celui qu'impliquait la régulation appliquée durant le premier cycle d'analyse.

L'obligation de transmettre chaque trimestre, pour chaque contrat d'un montant supérieur ou égal à 100 000 €, un descriptif technique et tarifaire de l'offre sur mesure ainsi que le protocole de cession interne correspondant à cette offre se révèle être en contradiction avec l'évolution vers le droit commun de la concurrence, envisagée par la Commission Européenne, et imposer des charges illégitimes à France Télécom, dès lors que la séparation comptable sur l'ensemble du marché permet de vérifier le respect de l'obligation de non-discrimination.

De surcroît, l'extension de l'exigence d'agrégation des protocoles à l'ensemble des OSM quelque soit leur montant apparaît disproportionnée au regard des objectifs poursuivis par la régulation, et des contraintes supplémentaires de recueil et de consolidation des données qui en découlent.

Cette extension à toutes les OSM est excessive, car aucun fait nouveau n'est intervenu dans l'analyse de marché pour légitimer la révision des remèdes. Elle est aussi disproportionnée et superfétatoire, compte-tenu de l'empilement des obligations qui permettent d'ores et déjà de juger de la non-discrimination.

Extension de la définition du marché de gros du segment terminal « aux éléments de réseau pour compléter le réseau dorsal des opérateurs » et obligations sur le réseau dorsal.

La Recommandation de la Commission sur les marchés pertinents donne une définition assez concise de ce marché⁵ :

“Wholesale terminating segments of leased lines, irrespective of the technology used to provide leased or dedicated capacity.”

La note explicative de la Commission européenne sur les marchés pertinents précise⁶ :

“At the wholesale level, it is possible to distinguish separate markets, in particular between the terminating segments of a leased circuit (sometimes called local tails or local segments) and the trunk segments. What constitutes a terminating segment will depend on the network topology specific to particular Member States and will be decided upon by the relevant NRA.”

Le projet de décision définit dans un premier temps la frontière entre le segment terminal et le circuit interurbain « par rapport à l'architecture de référence du réseau de France Télécom **pour la constitution de services de capacité de détail.** »⁷

« pour le réseau de France Télécom, les nœuds de réseau définissant cette frontière sont l'ensemble des brasseurs (ATM et liaisons louées) utilisés actuellement pour constituer des services de capacité pour compte propre ou dans le cadre de l'interconnexion avec les opérateurs entrants, et qui représentent plusieurs centaines de sites. Ce périmètre est susceptible d'évoluer avec des évolutions technologiques ».

⁵ Page 8 de la « Commission Recommendation on relevant product and service markets » (C (2007) 5406)

⁶ page 38 de l' « Explanatory Note » de la Commission européenne sur les marchés pertinents (C(2007) 5406)

⁷ Pages 22 et 23



« L'approche tenue pour la délimitation du marché de gros en termes de services s'appuie sur l'analyse faite sur le marché de détail. »

La cohérence entre l'analyse du marché de gros et celle du marché de détail est donc rappelée par deux fois dans le projet de décision.

Cette cohérence s'impose, puisque, comme le rappelle la Note explicative de la Commission européenne sur les marchés pertinents, pour que la mise en place d'une régulation ex ante soit justifiée, **il convient de combiner influence significative d'un acteur, existence avérée d'obstacles concurrentiels (test cumulatif des trois critères) et création d'un préjudice aux consommateurs.**

"A key aim of the regulatory framework is to enhance user and consumer benefits in terms of choice, price and quality by promoting and ensuring effective competition. **It is only where consumer harm could be expected in the absence of regulatory intervention that a market should be susceptible to ex ante regulation.**"⁸

Cet objectif fondamental de la régulation, consistant à remédier à l'absence manifeste d'une concurrence effective sur les marchés de détail, est exprimé notamment à l'article 15 de la Recommandation sur les marchés pertinents :

"By intervening at the wholesale level, including with remedies which may affect retail markets, Member States can ensure that as much of the value chain is open to normal competition processes as possible, **thereby delivering the best outcomes for end-users.** This Recommendation therefore mainly identifies wholesale markets, **the appropriate regulation of which is intended to address a lack of effective competition that is manifest on end-user markets.**"⁹

S'agissant du marché des services de capacité, il est rappelé également dans la Note explicative que la régulation au niveau du gros rend improbable un préjudice consommateur sur le marché de détail :

"**With SMP regulation applied where it is warranted at the wholesale level, there is not likely to be consumer harm on the retail leased lines market.** Wholesale regulation, where appropriate, should be sufficient to ensure that there is competitive supply at the retail level."¹⁰

Pourtant, par le biais d'une seconde définition, le projet de décision sort du périmètre précédemment délimité de façon précise et en référence aux frontières du marché de détail.

En effet, page 22, le projet de décision définit cette fois le marché de gros des prestations de segment terminal comme permettant non seulement à un opérateur de raccorder les sites clients finaux à ses points de présence, mais également « **les éléments de réseau distants en vue de compléter son propre réseau dorsal ou le réseau dorsal d'un opérateur client** ».

Il n'y a plus ici aucune référence ni au périmètre du marché de détail, ni aux obstacles concurrentiels identifiés sur le marché de détail auxquels il conviendrait de remédier par une régulation au niveau des offres de gros.

La définition proposée s'élargit ainsi, au travers d'une petite phrase, d'un segment terminal de gros parfaitement défini à un ensemble non limitatif d'éléments de réseaux **pour la constitution d'un réseau dorsal, soit potentiellement d'un réseau interurbain intraterritorial !**

⁸ page 19 de l' « Explanatory Note » de la Commission européenne sur les marchés pertinents (C(2007) 5406

⁹ page 5 de la « Commission Recommendation on relevant product and service markets » (C(2007) 5406

¹⁰ page 39 de l' « Explanatory Note » de la Commission européenne sur les marchés pertinents (C(2007) 5406



Pourtant, la Recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents a retiré de la liste des marchés pertinents pour la régulation sectorielle, le marché de gros des prestations de segment interurbain, à l'instar du marché de détail des liaisons louées¹¹.

Le projet de décision soumis à consultation publique reconnaît aussi le caractère concurrentiel de ce marché de gros des prestations du segment interurbain¹² :

« Il ressort dès lors que la disponibilité d'offres alternatives à celles de France Télécom et le recours à des infrastructures passives disponibles ont permis d'abaisser significativement les barrières à l'entrée sur le marché de gros des prestations du segment interurbain intraterritorial. Il ne semble donc pas justifié de continuer à considérer que la régulation *ex ante* est nécessaire. »

Cependant, le projet de décision impose, au titre du maintien des prestations existantes sur le marché de gros des prestations du segment terminal, des obligations au titre du réseau dorsal¹³ :

« Par ailleurs, afin de préserver également la concurrence entre opérateurs (que ce soit les opérateurs mobiles, les opérateurs fixes ou les intégrateurs de services), **l'Autorité estime que les « briques de base » doivent incorporer également les caractéristiques techniques et commerciales nécessaires pour concurrencer les offres spécifiques faites par France Télécom à ces opérateurs pour leurs besoins de constitution de réseau dorsal.** »

Enfin, ainsi que le prévoit explicitement l'article L38 du code des postes et communications électroniques qui pose les principes que doit respecter la mise en œuvre de toute nouvelle obligation sur le marché de gros : « *les obligations prévues au présent article sont **établies, maintenues ou supprimées, compte tenu de l'analyse du marché prévue à l'article L.37-1*** ».

Dès lors qu'aucune corrélation, ni justification n'existe entre l'analyse d'un marché considéré et le remède qui est déterminé par la décision, France Télécom ne peut que relever la fragilité juridique de la mesure qui serait imposée par la décision du régulateur.

La définition large et extensive du segment terminal de gros, surajoutée en complément de la définition initiale et partagée, calquée sur le marché des services de détail, revient ainsi, en termes d'obligations résultantes, à inclure le marché concurrentiel du segment interurbain intraterritorial dans le segment terminal des services de capacité.

L'élargissement de la définition du marché de gros du segment terminal au réseau dorsal conduit en effet à l'imposition d'obligations (la fourniture de « briques de base » pour la constitution de réseau dorsal) qui relèvent en droit d'une régulation d'un marché désormais jugé concurrentiel !

L'introduction de remèdes sur le réseau dorsal exige cependant une analyse qui rétablisse ce marché dans la liste des marchés pertinents pour la régulation.

Il convient donc de conduire une analyse de marché apportant les preuves que le marché concerné remplit les trois critères relatifs à l'absence de concurrence effective, qui conditionnent l'inscription sur la liste des marchés régulables au regard du préjudice que ces obstacles concurrentiels sont susceptibles de causer au consommateur. Une telle analyse n'a en aucune façon été effectuée dans le projet de décision proposé.

Le projet de décision outrepassa ce faisant le périmètre de son analyse et prive le remède imposé de toute base juridique communautaire.

¹¹ Page 8 de la « Commission Recommendation on relevant product and service markets » (C(2007) 5406

¹² Page 34

¹³ Page 53



Obligations d'offres de gros pour la desserte des antennes des opérateurs mobiles et introduction de remèdes ne relevant pas du marché pertinent des services de capacité mais du marché de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire ou du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau régional.

Les obligations pour la desserte des antennes mobiles ne sont pas soutenues par une analyse des obstacles concurrentiels et des préjudices au consommateur, en contradiction avec les procédures du droit communautaire respectées par d'autres régulateurs européens.

Le projet de décision affirme :

« Il apparaît pourtant que l'offre de gros AIRCOM repose techniquement sur des offres de gros disponibles, soit de services de capacité (sur support cuivre ou fibre optique), soit DSL. Le groupe France Telecom/Orange utilise d'ailleurs ces briques élémentaires pour ses besoins internes de raccordement en propre de ses BTS. »¹⁴

Cette affirmation est totalement erronée dans la mesure où l'offre Aircom a été conçue pour la desserte des antennes mobiles des différents opérateurs mobiles, en particulier Orange France, avec des processus adaptés à ce besoin. Aucun processus spécifique limité à une quelconque brique de base proposée par ailleurs par France Télécom sur le marché de gros, n'est utilisé pour le raccordement des antennes mobiles d'Orange France.

France Télécom a proposé dès l'origine l'offre Aircom au secteur, de façon rigoureusement non discriminatoire, et en faisant bénéficier les opérateurs mobiles tiers des économies d'échelle permises par la contribution de ses propres volumes.

Cependant, alors qu'Orange utilise Aircom pour la totalité de ses besoins, les opérateurs mobiles tiers recourent majoritairement (à plus de [...] d'après nos estimations) à des solutions qu'ils mettent en œuvre et exploitent eux-mêmes à base de faisceaux hertziens pour le raccordement de leurs antennes mobiles à leurs nœuds de réseau et n'utilisent Aircom qu'en complément de couverture.

Ce recours des opérateurs mobiles aux solutions radio pour le raccordement des stations de base aux nœuds de réseau est une tendance générale qui n'est pas propre au marché français.

En Italie, l'AGCOM remarque ainsi, dans sa notification du 29 octobre 2009, qu'il existe des différences significatives dans les conditions concurrentielles entre les liaisons louées fournies aux clients finaux et aux opérateurs de réseau mobile. Du point de vue de l'offre en effet, les liaisons louées fournies aux clients finaux s'appuient sur l'infrastructure fixe, alors que les services pour les opérateurs mobiles sont dominés par les solutions radio et l'autofourniture de la capacité requise :

« From the supply side perspective, leased lines provided to end-users are based on the fixed infrastructure whereas services for mobile operators are dominated by wireless technologies where end-users, i.e. mobile operators, are self-supplying the required capacity.»¹⁵

L'AGCOM en déduit qu'il ne saurait y avoir influence significative sur un marché où les trois opérateurs mobiles intervenant sur le marché italien (opérateurs également présents

¹⁴ Page 57

¹⁵ EC Comments pursuant to Article 7(3) of Directive 2002/21/EC, C(2009)9725, 04.12.2009, page 3.



sur les deux marchés fixe et mobile) recourent de façon majoritaire à des solutions radio auto-fournies.

“On the basis of (i) the level of market shares, (ii) the non prevalence of non replicable infrastructures, (iii) the countervailing power exercised by mobile network operators and (iv) the inexistence of competition problems deriving from the fact that TI is vertically integrated, AGCOM considers that there is no operator with SMP.

In this regard, AGCOM determines that the vast majority of leased lines connecting BTS is self provided by mobile operators using wireless infrastructure”.¹⁶

France Télécom remarque que l’AGCOM a fait l’effort de calculer le pourcentage de BTS reliées par solutions radio, ce que l’analyse de marché en cours n’a effectué à aucun moment.

En conclusion de son analyse, l’AGCOM indique qu’il n’y a pas lieu de maintenir quelque obligation que ce soit s’agissant du raccordement des antennes mobiles, quitte à ménager, le cas échéant, une période appropriée de transition.

“With regard to market B, AGCOM proposes to immediately remove the existing obligations after the adoption of the draft measure at stake. However, depending on the outcome of the current consultation, AGCOM may consider introducing a transitory period for the removal of remedies.”¹⁷

La Commission européenne tire donc légitimement les conclusions de l’analyse qui lui est proposée, et se prononce en faveur d’une période de transition avant le retrait de tout remède.

“The Commission notes that market B is characterised by self supplied capacity provided by mobile operators through their own wireless networks. Mobile operators in Italy seem indeed to be in a position to connect the majority of their base stations without relying on services purchased from third parties (i.e. TI). However, at least at this stage, certain geographic parts of the market still need to be supplied by fixed leased lines of the incumbent.” “the Commission urges AGCOM to mandate an appropriate period of notice to parties affected by the withdrawal of obligations. During this period, mobile operators should be in a position to eliminate remaining bottlenecks in their networks”.¹⁸

France Télécom constate que la situation des opérateurs mobiles en France est tout à fait comparable à celle analysée en Italie s’agissant de l’autofourniture de ces opérateurs en solutions radio.

France Télécom demande que les obligations imposées sur le marché de gros du segment terminal pour le raccordement des antennes mobiles le soient dans le respect des procédures d’analyse de marché définies par la Commission européenne et respectées par d’autres Autorités de Régulation Nationale, comme le montre, en l’espèce, le cas de l’Italie.

Il convient donc de procéder à l’analyse et à la justification de l’existence de barrières à l’entrée élevées et non transitoires, dans un contexte où France Télécom fournit de façon non discriminatoire aux opérateurs tiers la solution AIRCOM utilisée pour ses propres besoins et où les opérateurs tiers utilisent de façon majoritaire la solution de l’autofourniture en faisceaux hertziens pour raccorder leurs antennes mobiles.

¹⁶ EC Comments pursuant to Article 7(3) of Directive 2002/21/EC, C(2009)9725, 04.12.2009, page 3.

¹⁷ EC Comments pursuant to Article 7(3) of Directive 2002/21/EC, C(2009)9725, 04.12.2009, page 4.

¹⁸ EC Comments pursuant to Article 7(3) of Directive 2002/21/EC, C(2009)9725, 04.12.2009, pages 4 et 5.



Le projet de décision procède à une autre dérive majeure par rapport aux procédures d'analyse définies par le droit communautaire, en introduisant des obligations qui ne relèvent pas du marché considéré.

Le projet de décision note en effet¹⁹ :

« Au cours de la période couverte par la présente analyse de marché, il semble probable que les opérateurs mobiles, qui achètent actuellement l'offre de gros AIRCOM, viennent à demander à France Télécom d'utiliser les offres de gros de services de capacité LPT et CE2O, ainsi que les offres de gros de dégroupage ou de bitstream, pour raccorder leurs éléments de réseau. »

« À la vue des éléments présentés, la demande des opérateurs d'utiliser les offres de gros de services de capacité ou des offres de dégroupage ou de bitstream pour le raccordement d'éléments de réseaux, et notamment les stations de base mobiles, semblent, *prima facie*, constituer une demande raisonnable d'accès à laquelle France Télécom est invitée à répondre favorablement notamment au vu du 9° du D. 310 du code. »

Ainsi, alors même que la justification de l'utilisation des offres de gros du marché des services de capacité pour le raccordement des antennes mobiles n'a déjà pas été instruite, au regard notamment du poids des obstacles concurrentiels auxquels il conviendrait de remédier comme rappelé ci-dessus, il serait de plus identifié un besoin d'utilisation des offres de gros de dégroupage et de bitstream.

D'une part, les caractéristiques et processus de ces offres de gros, conçues pour les marchés de masse de la boucle locale et du haut débit, ne sont absolument pas adaptés à la desserte des antennes mobiles (ces processus ne sont en aucun cas utilisés pour le raccordement des antennes d'Orange France, comme semble le suggérer le projet de décision).

D'autre part, l'opportunité éventuelle de l'utilisation de ces offres de gros doit être étudiée dans le cadre de l'analyse des marchés pertinents dont elles relèvent, c'est-à-dire dans le cadre de l'analyse des marchés 4 et 5.

L'identification d'un éventuel besoin ne saurait en effet suffire à justifier l'imposition mécanique de nouveaux remèdes, par utilisation opportuniste d'un cadre d'analyse de marché non approprié pour les prestations concernées qui relèvent d'un tout autre marché.

France Télécom ne peut que regretter une dérive dans l'extension des obligations qui lui sont ici imposées.

Cette extension apparaît d'autant plus inquiétante qu'elle hypothèque considérablement les bases juridiques et réglementaires sur lesquelles l'ARCEP entend justifier ici de nouvelles obligations à l'encontre de France Télécom.

En effet, les recommandations de la Commission identifiant les marchés susceptibles d'être régulés ainsi que le processus d'analyse des marchés, permet de garantir aux opérateurs susceptibles de se voir imposer des obligations, que ces obligations résultent d'une analyse du seul marché considéré et des obstacles éventuels identifiés sur celui-ci.

La mise en œuvre d'obligation sur des marchés autres que celui visé par la présente consultation constitue un précédent incompatible avec les garanties fixées par les dispositions légales du code des postes et communications électroniques

¹⁹ Pages 56 et 57.



L'identité directe entre les obligations imposées et le marché analysé assure en effet que les remèdes imposés le sont conformément aux objectifs de la régulation, et selon des modalités qui permettent d'en justifier le périmètre et l'intensité.

La perméabilité ici instaurée entre des marchés non analysés dans la présente consultation et les remèdes imposés remet en cause les dispositions communautaires et l'équilibre de la régulation permettant de garantir la nécessité et la proportionnalité des obligations imposées.

France Télécom ne peut que relever qu'une telle démarche d'ajout d'obligations sans analyse préalable, constitue une entorse aux principes fixés par la régulation, et semble répondre à une logique de court terme visant à imposer sans analyse de l'impact sur le marché Entreprises ou de la dynamique de ce dernier, des obligations dès qu'un besoin est exprimé.

Le processus d'analyse des marchés est pourtant l'outil permettant d'écarter de façon motivée les demandes allant au-delà de ce qu'impose la résolution des obstacles concurrentiels identifiés.

Les remèdes imposés doivent donc résulter d'une analyse complète et d'une justification précise quant au caractère nécessaire, adapté et proportionné de ces derniers, et non conduire à ce que soient fournies *prima facie* et sans analyse approfondie des réponses aux demandes de certains opérateurs.

En effet dans ce cas, les obligations imposées iraient au-delà de ce qui est indispensable pour assurer l'exercice d'une concurrence loyale sur le marché, et feraient peser sur France Télécom une contrainte totalement injustifiée.

Les caractéristiques et processus des offres de gros de dégroupage et de bitstream, conçues pour les marchés de masse de la boucle locale et du haut débit, ne sont absolument pas adaptés à la desserte des antennes mobiles.

De plus, le bien-fondé de l'utilisation éventuelle des offres de gros des marchés 4 et 5 pour répondre aux besoins de raccordements des antennes des opérateurs de réseau mobile doit être apprécié dans le cadre de l'analyse de ces marchés.

L'utilisation opportuniste d'une autre analyse de marché en cours est contraire aux procédures définies par le droit communautaire et prive les remèdes imposés des bases juridiques qui encadrent l'imposition des remèdes.

Obligation de fournir une offre d'infrastructure passive (« déport optique ») à partir des têtes de câbles du SAFE à St Paul et Americas II à Cayenne et au Lamentin en plus de l'obligation de fournir les compléments terrestres.

France Télécom se félicite de la prise en compte des observations formulées par l'Autorité de concurrence dans son avis du 30 octobre 2009, relativement à la nécessité d'apprécier de manière différente le pouvoir de marché de France Télécom entre la partie sous-marine et la partie terrestre. Ainsi, sur le marché de gros des prestations de segment interurbain métropole-Réunion, métropole-Guyane et Martinique-Guyane, le projet de décision reconnaît que l'influence significative de France Télécom ne s'exerce qu'au titre du monopole sur l'atterrissement et sur le complément terrestre des câbles sous-marins et non sur la partie sous-marine elle-même.

France Télécom note cependant l'insertion, dans cette troisième version du document d'analyse des marchés des services de capacité, d'obligations concernant la fourniture de déport fibre optique, en plus du maintien des offres existantes de complément terrestre.

France Télécom rappelle en premier lieu que le complément terrestre est une offre activée de services de capacités livrée dans un CFTSA (Centre France Télécom ouvert au service d'aboutement) où l'opérateur peut se colocaliser. Si l'opérateur n'est pas colocalisé, il peut demander le prolongement jusqu'à son point de présence.

L'offre de déport optique n'est pas, pour sa part, une offre de services de capacités mais une offre passive c'est-à-dire de fibre noire : à ce titre elle sort du périmètre de marché tel que défini dans le projet de décision²⁰.

Il s'agit d'une offre proposée par France Télécom à titre commercial, aussi bien à la Réunion, à partir de la tête de câble du SAFE, qu'à la Guyane ou en Martinique, à partir de la tête de câble d'Americas II.

Le paragraphe suivant du projet de décision, qui exclut la Guyane et la Martinique du bénéfice de l'offre, est donc mal informé²¹ :

« Il apparaît que France Télécom ne propose pas aujourd'hui la prestation de complément terrestre sous forme de déport fibre optique pour le câble Americas II. Un opérateur alternatif souhaitant acheminer du trafic sous-marin depuis la station d'atterrissage doit donc à ce jour souscrire à l'offre de prestation de complément terrestre sous forme de capacité, livrée au niveau d'un point de présence opérateurs. »

Cependant, s'agissant d'une offre passive n'émargeant pas au périmètre de l'analyse de marché, elle ne saurait subir les mêmes obligations que le complément terrestre, offre activée régulée, sur le plan de l'inclusion dans l'Offre de référence et du contrôle tarifaire.

Les déports optiques sont une offre passive de fibre noire proposée à titre commercial par France Télécom à la Réunion, en Guyane et à la Martinique, mais qui ne relève pas du marché des offres activées de services de capacités

France Télécom demande en conséquence que cette offre passive de déports optiques soit exclue du périmètre de l'offre de référence de services de capacités.

Marché de gros du segment terminal : absence de barrières à l'entrée

France Télécom rappelle que, conformément à la démarche préconisée par la Commission européenne («modified Greenfield approach»²², l'analyse des barrières à l'entrée sur un marché doit tenir compte des offres de gros proposées sur les autres marchés.

Le marché de gros du segment terminal sur cuivre peut être adressé en combinant l'offre de dégroupage de qualité entreprise et l'offre DSLE, disponible partout, avec le réseau propre de l'opérateur.

Plus de [...] % des établissements²³ d'entreprises entre 10 et 5000 salariés sont rattachés à des NRA dégroupés : de manière plus précise et sur la base d'une étude de FT R&D de novembre 2009, le pourcentage d'établissements dont tous les NRA de rattachement sont

²⁰ ²⁰ Exclusion des offres physiques passives des marchés, page 21 et page 25.

²¹ Page 73

²² « An important qualification of the first criterion is whether high entry barriers are likely to be non-transitory in the context of a modified Greenfield approach (i.e. **in the absence of regulation in the market concerned under this regulatory framework but including regulation which exists outside this framework**). »

²³ Au sens du champ Siret du fichier SIRENE de l'Insee, sur la base d'une extraction de mai 2009.



dégroupés est évalué à [...] et ceux dont au moins un NRA de rattachement est dégroupé à [...] %. Les établissements peuvent avoir plusieurs NRA de rattachement car d'une part, une adresse administrative d'établissement peut recouvrir plusieurs établissements physiques (intrinsèque aux codes Siret du fichier SIRENE de l'Insee) et d'autre part, les solutions de sécurisation impliquent qu'un établissement physique puisse être rattaché à plusieurs NRA. Ces chiffres confirment l'analyse qui avait été conduite lors de la réponse à la 1^{ère} consultation sur la base de données externes²⁴.

Au niveau européen, le constat d'une absence d'offre de gros xDSL de qualité satisfaisante adaptée au marché des entreprises dans la majorité des pays a certainement incité la Commission européenne à maintenir le marché de gros du segment terminal dans la liste des marchés pertinents pour une régulation ex ante. A contrario, la France fait figure d'exception en termes d'étendue et de qualité d'offres de gros adaptées au marché des entreprises, et notamment du bitstream entreprises (offre DSLE), en offrant une large palette de débits asymétriques et symétriques, garantis, et de nombreuses options de qualité de services. **Ainsi, l'analyse de dominance sur le segment de gros terminal doit nécessairement tenir compte du fait que les opérateurs adressent ce marché au travers de l'offre DSLE en complément du dégroupage.** De fait, un marché intermédiaire s'est développé à partir du dégroupage et de DSLE : deux opérateurs au moins s'appuient sur ces offres pour proposer des offres de gros aux autres opérateurs.

Il est donc regrettable que le projet de décision crédite France Télécom d'une part de marché supérieure à 99% sur le segment terminal de gros cuivre sans aucune analyse à l'appui.

Les propos tenus récemment par certains opérateurs en réunion multilatérale tenue sous l'égide de l'Arcep, relativement à des difficultés de migration « en volumes » de Liaisons Partielles Terminales, dont la fermeture est annoncée par France Télécom depuis début 2007, volumes non reflétés dans les parcs de France Télécom, témoignent notamment de l'existence de ce marché intermédiaire.

Sur la fibre, l'Autorité constate elle-même une part de marché de 50% pour France Télécom sur le segment terminal des prestations de gros. Ce constat témoigne en lui-même d'une absence de barrière à l'entrée sur ce marché, constatation appuyée par l'évolution constante du déploiement en fibre des réseaux de deux opérateurs alternatifs au moins. L'existence de l'offre de gros CE2O autorise de plus un recours opportuniste à France Télécom pour des extensions fibre, 70% des sites raccordés en CE2O étant non-fibrés préalablement à leur raccordement.

Ces chiffres contredisent l'affirmation de l'Autorité selon laquelle « En l'absence de l'obligation de fournir l'offre CE2O aux opérateurs alternatifs, France Télécom pourrait contraindre dans une large mesure leur intervention sur l'ensemble des marchés, en raison de sa couverture en fibre optique très largement supérieure à celle des opérateurs alternatifs. »

Qui plus est, l'Autorité estime p.33 : « ...il apparaît que le déploiement d'infrastructures alternatives pour les réseaux de boucle locale optique a été relativement limité au cours de la période couverte par la présente décision d'analyse de marché, et que cette situation, qui semble pour le moment limitée aux zones les plus denses en entreprises, n'est que peu susceptible d'évolution au cours des trois prochaines années ».

²⁴ **sur le segment cuivre la seule offre de dégroupage permet d'atteindre plus de [...] des sites entreprises entre 50 et 500 salariés** situés sur les 1972 communes de plus de 5000 habitants selon une étude du cabinet Accenture de septembre 2008. En effet, ces 1972 communes regroupent [...] de la population : or, SFR par exemple, indique dans ses documents financiers et sur son site, desservir plus de 70% de la population, ce qui correspond à un dégroupage jusqu'aux communes de moins de 3.500 habitants. SFR a pu ainsi construire une offre de services de détail très riche pour les entreprises et a en outre développé une approche de vente en gros qui permet à des opérateurs tiers dont le réseau est moins déployé d'offrir eux-mêmes leurs services aux entreprises.



France Télécom ne peut en aucun cas souscrire à cette affirmation. Les éléments fournis dans la réponse faite lors de la première consultation (en page 21) témoignent en effet d'un développement continu des réseaux en fibre des opérateurs alternatifs.

Les évolutions portées aux offres de gros de génie civil renforceront selon toute vraisemblance la dynamique de déploiement des opérateurs tiers au cours des trois prochaines années.

Le marché de gros de segment terminal ne présente aucune barrière à l'entrée. Les opérateurs ont tous les moyens à leurs dispositions pour pénétrer ce marché au travers des offres de gros du marché de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (marché 4) d'une part et du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau régional d'autre part (marché 5).

L'Autorité note une part de marché de France Télécom de 50% sur le marché de gros du segment terminal en fibre optique. Selon toute vraisemblance, les évolutions des offres de gros relatives au marché 4 soutiendront encore la dynamique de déploiement des opérateurs tiers.

Quant à l'allégation d'une part de marché de plus de 99% sur le marché de gros du segment terminal cuivre, elle n'est soutenue par aucune analyse et des éléments objectifs démontrent qu'elle est manifestement erronée, un marché intermédiaire s'étant développé sur la base des offres de dégroupage et de bitstream entreprises (DSL E)

Relativement à l'ensemble minimal de liaisons louées.

Comme le note le projet de décision, les constats figurant dans la décision de la Commission européenne en date du 21 décembre 2007, modifiant la décision 2003/548/CE, relatifs au passage massif vers de nouvelles architectures de réseau, et entraînant la suppression de la totalité des liaisons composant l'ensemble minimal, s'appliquent pleinement à la France, et particulièrement s'agissant des liaisons louées numériques brassées (construites sur le réseau RTNM) d'ores et déjà très largement supplantées par les solutions d'accès DSL.

L'arrêté du 1er décembre 2009 portant désignation de l'opérateur chargé de fournir la composante du service universel rappelle que les liaisons louées de l'ensemble minimal doivent être fournies dans les conditions fixées aux articles D. 369 et suivants selon lequel « *Les opérateurs réputés, en application de l'article L. 37-1, exercer une influence significative sur tout ou partie du marché visé à l'article L. 38-2 fournissent les liaisons louées correspondantes dans les conditions prévues par la présente section.* »

Conformément à l'analyse conduite par la Commission européenne, le marché de détail des liaisons louées, incluant l'ensemble minimal, n'est plus considéré comme pertinent pour la régulation sectorielle, les conditions de fourniture des liaisons louées ne s'inscrivent donc plus dans le contexte de l'article D. 369, mais uniquement dans celui de l'arrêté ci-dessus mentionné.

France Télécom fournira donc, conformément aux dispositions prévues par cet arrêté, les liaisons louées analogiques 2 fils et 4 fils, les liaisons louées numériques à 64 kbit/s et 2048 kbit/s non structurées visées par l'arrêté.

Les mentions à l'extinction programmée du réseau X 25 reflètent la situation réelle mais ne relèvent pas de cette analyse de marché. De même l'évolution de l'offre vidéotex fait l'objet d'une information commerciale suivie auprès des clients mais ne relève pas de cette analyse de marché.